



# AIDE POUR LE COMMERCE : CAS D'EXPÉRIENCE

## LA REPUBLIQUE DU NIGER

**MINISTÈRE DU COMMERCE DE L'INDUSTRIE ET DE  
LA PROMOTION DES JEUNES ENTREPRENEURS**



**REPUBLIQUE DU NIGER**

*Fraternité-Travail-Progress*

-----  
**MINISTRE DU COMMERCE DE L'INDUSTRIE ET DE  
LA PROMOTION DES JEUNES ENTREPRENEURS**

# Cas d'expérience sur l'Aide pour le Commerce

**Janvier 2011**

**Cabinet AUDEC Sarl**

**Expert :**

➤ **GARBA Abdoulaye**

## **SOMMAIRE :**

<b>Introduction .....</b>	<b>2</b>
<b>I- Présentation générale de quelques cas d'expérience en matière d'aide pour le commerce :.....</b>	<b>2</b>
<b>A) Promotion des exportations et de la qualité.....</b>	<b>2</b>
<b>B) Renforcement des capacités en négociations commerciales.....</b>	<b>3</b>
<b>C) Promotion de l'entrepreneuriat féminin et Programme Cadre Intégré Renforcé.....</b>	<b>4</b>
<b>II- Cadres institutionnels de mise en œuvre et de suivi.....</b>	<b>4</b>
<b>III- Cas d'expérience spécifique d'aide pour le commerce : mise en œuvre du projet d'assistance technique destiné à promouvoir le commerce des services :.....</b>	<b>5</b>
<b>A) Objectif et domaines d'intervention du projet.....</b>	<b>5</b>
<b>B) Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du projet.....</b>	<b>6</b>
<b>C) Facteurs de réussite et résultats obtenus du projet.....</b>	<b>6</b>
<b>D) Enseignements tirés.....</b>	<b>7</b>
<b>IV-Conclusion générale.....</b>	<b>7</b>

**Sigles et Abréviations**  
**Références bibliographiques**

## I- Introduction :

- **Superficie** : 1 267 000 km<sup>2</sup> ;
- **Situation** : Afrique occidentale, pays enclavé ;
- **Démographie** : population estimée à 13,9 millions habitants en 2008, taux de croissance 3,3%, 47,6% de jeunes ;
- **Economie** :
  - PIB : prédominance du secteur informel (74,9% du PIB et plus de 80% de la population active) ;
  - Moyenne annuelle croissance du PIB : 5,6% sur la période 2005-2008 ;
- **Commerce** :
  - principaux produits exportés : Uranium, produits agricoles (oignon, niébé), produits d'élevage (bétail sur pied, cuirs et peaux) ;
  - principaux partenaires : France, Japon, Nigéria, Ghana, Chine.
- **Commerce et intégration** : membre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) depuis 1996, le Niger est membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Africaine ;
- **Classement** : Pays moins avancé (PMA) ;
- **Adresse** : Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Jeunes Entrepreneurs  
BP : 480 Niamey Niger  
E-mail : nicom@intnet.ne  
Telephone:00 227 20 73 58 67  
Contacts: Direction Générale du Commerce : mamadouaichatou@yahoo.fr, point focal du cadre intégré.
- **Niger et Aide pour le commerce** : bénéficiaire du Cadre Intégré Renforcé (CIR), dispose de l'Etudes Diagnostique pour l'Intégration Commerciale (EDIC), matrice d'action de l'EDIC validée le 13 mai 2010.

## II- Présentation Générale de quelques cas d'expériences en matière d'aide pour le commerce :

### A) Promotion des exportations et de la qualité :

#### 1) Projet de Promotion des Exportations Agro-pastorales (PPEAP) :

- **financement** : Banque Mondiale et Gouvernement du Niger ;
- **montant** : 12,5 millions de dollars US ;
- date de démarrage : 2001 ;
- durée : cinq (5) ans ;
- **objectifs** : renforcer les capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des entreprises, des organisations professionnelles, des groupements de producteurs et des exportateurs pour accroître la productivité et la rentabilité et accéder aux opportunités offertes par les marchés régionaux et internationaux ;
- **résultats** :
  - mise en place d'un dispositif d'informations sur les marchés ciblés par rapport aux prix des produits, aux opportunités d'affaires, aux tendances des marchés et à l'état d'approvisionnement des marchés ;
  - mise en place d'un organisme privé de promotion des exportations(ANIPEX) ;
  - élaboration et adoption des plans d'actions pour sept(7) filières porteuses dans le domaine agro-pastoral ;
  - création et réhabilitation des comptoirs de commercialisation ;
  - appui à l'élaboration des normes de qualité ;
  - création d'organisations professionnelles couvrant toutes les filières et le renforcement de leurs capacités ;
  - appui aux opérateurs des filières pour les activités de production, de transformation et d'exportation etc...

- **évaluation** : du projet a préconisé sa pérennisation. Ainsi, en 2009 la Banque Mondiale et le Gouvernement Nigérien ont élaboré un autre projet dénommé « Projet de Développement des Exportations et des Marchés Agro-Sylvo-Pastoraux » (PRODEX) :
  - **montant** : 40 millions de dollars USD ;
  - **date de démarrage** : 2009
  - **durée** : cinq (5) ans.

## 2) Programme Qualité Afrique de l'ouest "Appui à la Compétitivité et à l'harmonisation des mesures OTC et SPS :

- Programme initié dans le cadre des activités de l'UEMOA ;
- **Financement** : Union européenne ;
- **Mise en œuvre** : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) ;
- **objectif global** : contribuer à une intégration graduelle de la région ouest africaine à l'économie mondiale en renforçant l'intégration économique régionale et le commerce ;
- **objectifs spécifiques** : assurer la conformité des produits aux règles internationales du commerce et aux règlements techniques, en particulier les accords de l'OMC sur les OTC et les mesures SPS à travers notamment la fourniture des services d'évaluation de la conformité et d'accréditation conformes aux standards internationaux ;
- **Montant** : quatorze (14) millions d'euros ;
- **Exécution** : deux (2) phases ;
- **Fin du programme** : 2011 ;
- **Réalisations** :
  - l'accompagnement de deux (2) laboratoires (LANSPEXet EMIG) à l'accréditation conformément à la norme ISO/CEI 17025 ;
  - l'accompagnement du laboratoire de métrologie du ministère du commerce pour la mise en place d'un système de management de la qualité (SMQ) ;
  - l'accompagnement à la certification de cinq (5) entreprises conformément à la norme ISO 9001-2008 ;
  - l'accompagnement d'une entreprise d'exportation d'oignon à la mise en place de démarche de traçabilité.

## B) Renforcement des capacités en négociations commerciales :

### 1) Programme de Renforcement des capacités des Pays de la CEDEAO en négociations Commerciales (TNCB) :

- Programme initié dans le cadre de la CEDEAO ;
- **Financement** : ACBF (qui s'est retiré au cours du programme), le Secrétariat de la CEDEAO et le SIDA (Agence de Développement Suédois) ;
- **Objectif** : renforcer des capacités des pays de la CEDEAO en négociations commerciales ;
- **Résultats** : programmes de formation en matière de politique commerciale, de techniques de négociations commerciales et de valoriser ses compétences en cette matière.

### 2) Projet de Renforcement des capacités des pays ACP en formulation, négociations et mise en œuvre des politiques commerciales (Projet Hub and Spokes) :

- Projet initié dans le cadre de l'assistance en faveur des Pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) ;
- **Financement** : Union Européenne, Organisation Internationale de la Francophonie et Secrétariat du Commonwealth.
- **Date de démarrage** : mars 2006 ;
- **Objectif** : une meilleure intégration des Pays ACP (pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) dans l'économie mondiale afin que leur développement et leurs efforts en faveur de la réduction de la pauvreté puissent bénéficier pleinement du commerce international ;
- **Montant** (pour l'ensemble des Pays ACP) : 17 millions d'euros ;

- **Résultats :**
  - renforcement des capacités à travers des formations (ateliers, séminaires pour au moins 200 personnes issues des administrations, de la société civile et du secteur privé et de l'université) ;
  - appui au Ministère du commerce sur toutes questions relatives aux négociations commerciales.

Une deuxième phase est prévue à partir de 2012.

### C) Promotion de l'entrepreneuriat féminin et Programme Cadre Intégré Renforcé :

#### 1) Promotion de l'entrepreneuriat féminin :

- **Financement :** Agence Canadienne de Développement International (ACDI), à travers le projet d'Appui à la Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes (PRAMEF) avec l'appui technique et financier de la cellule d'appui à l'entrepreneuriat féminin (CAEF) de la Chambre de Commerce ;
- **Objectifs :**
  - informer, sensibiliser les femmes à l'entrepreneuriat ;
  - organiser des formations, des voyages d'études et de visites de terrains.
- **Résultats :**
  - renforcement des outils permettant la formation des femmes en gestion ;
  - Réalisation en 2009 d'une étude avec l'appui financier du PNUD en vue de la transformation de la CAEF en un centre national de promotion de l'Entrepreneuriat Féminin.

#### 2) Programme Cadre Intégré Renforcé :

Projet du Guichet 1 du Cadre Intégré :

- Admission du Niger : 2005 ;
- Réalisation de l'étude diagnostique pour l'intégration commerciale (EDIC) : 100 000 USD ;
- Appui au renforcement des capacités institutionnelles : 19 000 USD ;
- Contrepartie du gouvernement nigérien au programme Cadre Intégré renforcé (CIR) : environ 178 000 USD pour les deux premières années de mise en œuvre
- Cadre Intégré Renforcé (projets de la catégorie 1 en cours) : 1 278 000 USD ;
- Mise en place d'une unité de gestion provisoire pilotée par trois(3) membres dont les salaires et le fonctionnement ont été pris en charge par le gouvernement.

A partir de la troisième année, il interviendra également pour le projet de la catégorie 2.

### III- Cadres institutionnels de mise en œuvre et de suivi du programme Cadre Intégré :

Ces cadres institutionnels se présentent ainsi qu'il suit :

- **un comité d'orientation** créé par décret n°2006-234/PRN/MCI/PSP du 21 juillet 2006 présidé par le Ministre du Commerce et composé des Ministres des départements impliqués, des Directeurs des Cabinets du Président de la République et du Premier Ministre et du Président de la Chambre de Commerce. Il donne les orientations politiques pour assurer la mise en œuvre des activités dudit Cadre au Niger en conformité avec les objectifs spécifiques du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté ;
- **un comité mixte de pilotage a été créé depuis le 13 mai 2005 pour piloter le programme du Cadre intégré. Ce comité a été transformé en Comité Directeur du cadre intégré** par arrêté n°062/MCI/PJE/DGC du 4 octobre 2010. Il joue le rôle de comité de pilotage et réunit les représentants des ministères, des organismes publics et privés impliqués dans la gestion de la politique commerciale, et ceux de la société civile. Les représentants de la Commission de l'Union Européenne (bailleur facilitateur), du PNUD et de la Banque Mondiale sont membres observateurs. Il veille à une coordination effective et est responsable du suivi général du processus du CI et des différents projets résultant de la mise en œuvre de la matrice d'actions de l'EDIC. Le comité directeur est présidé par le Secrétaire

Général du Ministère du Commerce, de l'industrie et de la promotion des jeunes entrepreneurs, et secondé par le représentant du Secrétariat Permanent de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SDRP). Il supervise et oriente techniquement la mise en œuvre du cadre intégré. Il approuve les plans de travail et les budgets y afférents;

- **un comité sectoriel** sera mis en place au cours de l'exécution du projet. Il comprendra certains membres du comité directeur tels que le ministère du Commerce, le ministère des Finances et les parties prenantes concernées. Il est convoqué par le Point Focal pour l'examen de dossiers spécifiques. En cas de besoin, il examine les dossiers techniques et sectoriels et fait des recommandations au comité directeur.
- **un point focal national** : La Directrice Générale du Commerce a été désignée comme point focal du Cadre Intégré Renforcé et confirmée par l'arrêté n°062/MCI/PJE/DGC du 4 octobre 2010. Le Point Focal participe au comité de pilotage, assure la supervision administrative et technique en collaboration avec les partenaires participant au processus du cadre intégré renforcé. Il conseille le gouvernement par le biais du comité sectoriel et de ses opérations. Il collabore avec le Facilitateur des Donateurs, le Secrétariat Exécutif, et d'autres organismes, de sorte que les projets d'aide pour le commerce soient intégrés dans la stratégie de réduction de la pauvreté SDRP et répondent aux priorités de l'EDIC. Le point focal rend compte au comité directeur.
- **une unité de mise en œuvre du cadre intégré renforcé (UMOCIR)** sera créée et composée d'un coordonnateur, de deux (02) experts (chargé de politiques commerciales et intégration régionale et Analyse ; Suivi et Evaluation de Projets), d'un(e) responsable financier(e), d'un(e) assistant(e) administratif (e), d'un chauffeur/planton et d'un garçon de salle. Ils seront recrutés par appel à candidature et suivant des tests qui seront organisés par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des Jeunes Entrepreneurs en collaboration avec le Bailleurs Facilitateur qui est l'Union Européenne. Le Coordonnateur du projet est sous la supervision du point focal.
- **un facilitateur des Donateurs** : l'Union Européenne a été désignée comme Facilitateur des donateurs (FD). Le FD a pour mission principale de soutenir le processus du CIR en République du Niger. Il contribue à intégrer le commerce dans la programmation des donateurs afin d'assurer la mise en œuvre de la matrice d'actions.

#### IV- Cas d'expérience spécifique d'aide pour le commerce : mise en œuvre du projet d'assistance technique destiné à promouvoir le commerce des services :

##### A) Objectif et domaines d'intervention du projet :

###### 1) Objectif du projet :

Sur l'initiative de la section du commerce des services du Centre du Commerce International (CCI), ce programme a été lancé en 2005. L'objectif poursuivi par ce projet était de promouvoir les exportations de services des pays en développement et favoriser une plus grande participation de ces pays dans les négociations sur l'Accord Général du Commerce des Services (AGCS). Il vise également à sensibiliser les représentants des secteurs public et privé à l'importance du commerce des services dans les économies nationales ainsi qu'à renforcer leurs capacités en vue des négociations.

Ce projet, outre le Niger, concerne d'autres pays de la sous-région notamment le Bénin, le Burkina-Faso, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal.

###### 2) Domaines d'intervention du projet :

Il a été prévu que le projet intervienne dans les domaines suivants :

- formation des professionnels du commerce des services ;

- participation des professionnels du commerce des services et des cadres des administrations concernées au salon international des services et à l'événement du réseautage de Tunis et aux différents ateliers organisés à cette occasion sur le commerce des services ;
- organisation d'un séminaire à Niamey sur les enjeux du commerce des services à l'intention des cadres du secteur public et des professionnels du commerce des services ;
- réalisation d'une étude nationale sur le potentiel d'exportation de services du Niger.

## **B) Problèmes rencontrés dans la mise en œuvre du projet :**

Ces problèmes se résument ainsi qu'il suit :

- la méconnaissance par le Gouvernement de l'enveloppe financière allouée pour l'exécution de ce projet ;
- les activités financées n'ont été identifiées que par le bailleur notamment le CCI ;
- la gestion du projet se faisait depuis Genève. L'interface du bailleur et du gouvernement n'est qu'un cadre du Ministère en charge du commerce jouant le rôle de point focal ;
- l'identification exhaustive des professionnels du commerce des services n'a pas été facile compte tenu du manque de moyens du point focal et de la méconnaissance par les concernés de l'importance du commerce des services ;
- la non perception de l'importance de ce projet par les autorités compétentes compte tenu de leur non implication à la définition dudit projet.

## **C) Facteurs de réussite et résultats obtenus du projet :**

### **1) Facteurs de réussite :**

Malgré ces difficultés, le projet a été complètement exécuté et cette réussite est due à :

- au courage et la persévérance du point focal ;
- à la forte implication des associations professionnelles des secteurs de services concernés avec le voyage de Tunis où leurs représentants ont participé à plusieurs conférences et ateliers sur les enjeux du commerce des services ;
- à l'impact des séminaires de sensibilisation organisés par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en collaboration avec le Ministère en charge du commerce sur l'Accord Général sur le Commerce des Services ;
- à la connaissance du circuit administratif et privé du consultant international chargé de mener l'étude nationale sur le potentiel d'exportation de services du Niger ;
- à la contribution efficace du Centre de Référence de l'OMC sis au Ministère en charge du commerce qui a facilité les communications entre le point focal et le CCI d'une part et d'autre part entre le point focal et les associations professionnelles des secteurs des services ;
- à la contribution du Ministère en charge du Commerce ayant consisté à la mise à la disposition du projet d'un cadre et d'un bureau pour assurer le rôle du point focal à titre de contrepartie ;
- à l'exonération de droits et taxes par le Ministère en charge des finances des documents ayant servi au fonctionnement du projet. Ces différents facteurs réunis ont contribué à l'obtention des résultats que voici :

### **2) Résultats obtenus :**

La mise en œuvre du projet d'assistance technique destiné à promouvoir le commerce des services au Niger, a donné les résultats tels que présentés ci-après :

- les représentants des associations professionnelles des secteurs de services suivants ont été formés sur les enjeux du commerce des services et participé à l'événement du réseautage et au salon international des services de Tunis en 2006 :
  - Ordre des avocats du Niger ;
  - Association des Pharmaciens Privés du Niger ;
  - Associations des Guides de Tourisme ;



- Organisation des Professionnels de l'Informatique et de la Communication ;
- Ordre des experts comptables et comptables agréés ;
- Comité des assurances ;
- Ordre des Architectes du Niger ;
- trente un (31) représentants des secteurs public et privé ont été formés sur « réussir dans l'exportation des services à l'occasion des séances de formation organisées à Niamey par le Centre de Commerce International ;
- financement de l'étude nationale sur le potentiel d'exportation de service du Niger. Cette étude a évalué les capacités commerciales du Niger en matière de service, d'infrastructures nationales ainsi qu'une identification des entraves au commerce des services. Cette étude devait servir le pays dans la définition de position de négociations dans le cadre de l'AGCS.

#### **D) Enseignements tirés :**

De la mise en œuvre du projet d'assistance technique destiné à promouvoir le commerce des services, un certain nombre d'enseignements se dégagent.

En effet, la non implication du bénéficiaire dans la définition et l'élaboration du projet crée un sentiment de frustration et de désintéressement dans le processus de mise en œuvre, surtout que les fonds alloués pour exécuter les actions y relatives sont gérés de l'extérieur par l'initiateur du projet.

On accepte l'offre du projet parce qu'on est économiquement faible. Cette attitude ne permet pas la pérennisation et l'appropriation des résultats obtenus du projet par le pays bénéficiaire.

En outre, les fonctions du suivi et d'évaluation échappent au pays bénéficiaire, ce qui ne lui permet pas de situer les responsabilités s'agissant de l'échec ou de réussite du projet.

La plupart des projets / programmes dans nos pays sont pilotés de cette manière et au finish, les résultats sont maigres. C'est pourquoi, une approche participative et d'appropriation doit être encouragée et même exigée dans la définition et la mise en œuvre des projets liés au commerce. La démarche suivie dans le processus du Cadre Intégré renforcé est un exemple à suivre.

#### **V- Conclusion générale :**

L'examen de l'aide pour le commerce au Niger nous révèle que ce pays a eu à bénéficier de plusieurs initiatives en matière d'aide pour le commerce et ce avant même que celle-ci ne soit considérée comme un outil qui devrait favoriser l'insertion des pays en développement et plus particulièrement les moins avancés d'entre eux dans le système commercial multilatéral.

Cependant, la non intégration du commerce dans la stratégie globale de développement jusqu'à une date récente n'a pas permis d'évaluer au Niger l'importance de l'aide pour le commerce dans la croissance et la lutte contre la pauvreté.

Aussi avec la prise en compte de la dimension commerce dans la stratégie de réduction accélérée de lutte contre la pauvreté, une certaine visibilité de l'importance de l'aide pour le commerce est de plus en plus perçue surtout avec l'avènement du cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce.

Certes, le Niger a bénéficié de plusieurs appuis en matière d'aide pour le commerce mais plusieurs difficultés rencontrées dans l'exécution des projets y relatifs notamment l'insuffisance et le retard dans la mobilisation des ressources ainsi que certaines conditionnalités imposées par les bailleurs n'ont pas permis l'atteinte des résultats escomptés.

C'est pourquoi, il s'avère indispensable de surmonter par le dialogue les avatars constatés afin que l'aide pour le commerce puisse répondre véritablement aux objectifs qui lui sont assignés.

## **Sigles et Abréviations :**

- **UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine ;
- **CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest ;
- **PIN** : Programme Indicatif National ;
- **FED** : Fonds Européen de Développement ;
- **OMC** : Organisation Mondiale du Commerce ;
- **PMA** : Pays Moins Avancés ;
- **CNUCED** : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement ;
- **EDIC** : Etudes Diagnostique pour l’Intégration Commerciale ;
- **CI** : Cadre Intégré ;
- **PPEAP** : Projet de Promotion des Exportations Agropastorales ;
- **ANIPEX** : Agence Nigérienne de Promotion des Exportations ;
- **PRODEX** : Projet de Développement des Exportations et Marchés Agro-sylvo-Pastoraux ;
- **SDR** : Stratégie de Développement Rural ;
- **OTC** : Obstacles Techniques au Commerce ;
- **SPS** : Mesures Sanitaires et Phytosanitaires ;
- **ONUDI** : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel ;
- **EMIG** : Ecole des Mines et de la Géologie ;
- **LANPEX** : Laboratoire National de Santé Publique et d’Expertise ;
- **SMQ** : Système de Management de la Qualité ;
- **SIDA** : Agence de Développement Suédoise ;
- **TNCB** : Programme de Renforcement des Capacités en Négociations Commerciales ;
- **ACP** : Afrique, Caraïbes et Pacifique ;
- **CIR** : Cadre Intégré Renforcé ;
- **ACDI** : Agence Canadienne de Développement International ;
- **PRAMEF** : Projet d’Appui à la Mutuelle d’Epargne et de crédit des Femmes ;
- **CAEF** : Cellule d’Appui à l’Entrepreneuriat Féminin ;
- **UMOCIR** : Unité de Mise en Œuvre du Cadre Intégré Renforcé ;
- **CCI** : Centre du Commerce International ;
- **AGCS** : Accord Général sur le Commerce des Services ;
- **MCI/PJE** : Ministère du Commerce, de l’Industrie et de la Promotion des Jeunes Entrepreneurs ;
- **PIB** : Produit Intérieur Brut.

## **Références bibliographiques :**

- Termes de référence du projet d'assistance technique destiné à promouvoir le commerce des services et une participation accrue dans les négociations sur l'Accord Général sur le Commerce des Services ;
- Rapport de la réunion de Genève relatif à l'examen de l'étude sur le commerce des services, Marou Alzouma ALBARKA, novembre 2006 ;
- Rapport d'évaluation finale du projet de promotion des exportations agro-sylvo-pastorale, Ministère du Développement Agricole, août 2005 ;
- Rapport final de l'étude nationale sur le potentiel d'exportation de services du Niger, CCI, 2006 ;
- Rapport final de l'étude diagnostique pour l'intégration commerciale au Niger (EDIC) Ministère du Commerce, août 2008 ;
- Note de présentation du programme qualité UEMOA phase II, Coordination Technique Nationale – Niger, décembre 2010 ;
- Cadres réglementaires (décret et arrêts) organisant le pilotage du processus Cadre Intégré pour l'assistance technique liée au commerce.